

Fin d'une semaine politique tendue au Burundi

PANA, 14/07/2008 Bujumbura, Burundi - Le Burundi a vécu ces derniers jours l'une des semaines les plus tendues au niveau politique depuis le retour à Bujumbura du leader du Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération du peuple hutu (PALIPEHUTU-FNL. rébellion), Agathon Rwasa, en mai dernier, de plus de 20 ans de maquis. La goélette d'eau qui a fait déborder le vase n'est autre que la farouche volonté des responsables du dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays de se faire enregistrer en tant que parti politique, sans changer son appellation actuelle controversée pour sa connotation ethnique et contraire à la constitution.

Le patron du PALIPEHUTU-FNL s'attait imposer une discrétion sans faille depuis son retour au pays, avant de sortir brusquement de ses gongs, dimanche dernier, pour déclarer dans les médias que le mouvement rebelle n'entendait pas changer d'identité alors que d'autres anciens mouvements rebelles, dont celui qui est actuellement aux affaires, ont repris des agréments sous leurs noms de guerre. Le porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication, Mme Hafsa Mossi, est chargée d'apporter "la réponse du berger à la bergère", mercredi dernier, elle aussi, par un interposé. "Encore une fois, le PALIPEHUTU-FNL démontre, par une telle intransigeance, son incapacité d'honorer ses engagements", a-t-elle déclaré. Le président du directoire politique pour le processus de paix inter-burundais, le sud-africain Kingsley Mamabolo, a, quant à lui, sorti une déclaration appelant les parties belligères à "s'abstenir de tout acte, y compris les déclarations incendiaires qui pourraient radicaliser les positions, aiguïser la méfiance et retarder encore plus la dernière phase du processus de paix". Le directoire politique a été mis en place pour assister et renforcer une médiation sud-africaine dans le conflit burundais en perte de vitesse. La structure tentaculaire est composée de diplomates des Nations unies, de l'Union européenne (UE), l'Union africaine (UA), ceux de l'Ouganda et la Tanzanie qui assurent respectivement la présidence et la vice-présidence de l'Initiative régionale de paix pour le Burundi. Pour le directoire politique, "un retour aux hostilités aurait des conséquences désastreuses pour la République du Burundi et son peuple". Les hostilités conduiraient, "non seulement à des pertes en vies humaines, mais aussi priveraient les Burundais de la paix, la sécurité, le développement socio-économique auxquels ils aspirent légitimement". Rien n'indique pour le moment que l'appel va être suivi à la lettre par les parties au conflit burundais qui persistent dans la logique de la confrontation.